

CHRONIQUES
GÉOPOLITIQUES



LE RECUEIL DES CHRONIQUES GÉOPOLIQUES SAISON 4 - 2023/2024

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

La liste des épisodes :

Episode 1 : "La rentrée diplomatique française en trois questions"

Episode 2 : "Israël et la Palestine"

Episode 3 : "Etude de cas sur la question en Arménie"

Episode 4 : "Actualités 2024"

Episode 5 : "Les relations transatlantiques mises à l'épreuve"

Episode 6 : "Le nucléaire : réactions en chaîne"

Episode 7 : "Les priorités de la politique étrangère américaine au moment des élections présidentielles"

Retrouvez dès maintenant la saison 5 des chroniques géopolitiques
une fois par mois !

Contact:

Simoné Giovetti, chef de service international, Europe et crises - s.giovetti@cites-unies-france.org



Les Chroniques Géopolitiques de Cités Unies France

Les collectivités territoriales françaises ont su, au fil des années, nouer des partenariats durables partout dans le monde et avec une grande diversité de projets. Elles sont parfois engagées dans des coopérations de longues dates et doivent s'adapter et se renouveler face à des contextes de crises qu'elles ne maîtrisent pas toujours. Notamment par le biais des fonds de solidarité, et au côté de Cités Unies France, les collectivités apportent leur soutien à leurs homologues impactés, dans ces contextes de crises ou post crises.

Pour vous permettre de mieux comprendre les situations, les enjeux, les acteurs en présence, vous aider à maîtriser des dynamiques souvent difficiles à cerner et enrichir vos coopérations, CUF invite une fois par mois les collectivités adhérentes, élus et techniciens, à un rendez-vous autour des « Chroniques géopolitiques ». Ces « Chroniques » sont conçues pour être des moments d'échange et d'analyse, en présence d'un chercheur, pour vous aider à décrypter l'actualité géopolitique et à mettre en perspectives vos partenariats.

Description

Les Chroniques Géopolitiques : un rendez-vous mensuel organisé en visio-,conférence, pour les acteurs de la coopération décentralisée, afin d'échanger, avec un chercheur, autour de l'actualité géopolitique.

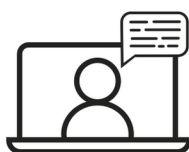


1 fois
/mois



1h

45 min de
présentation
15 min de
questions et
réponses



Visio
conférence



Adhérents
de CUF



Dorothee
Schmid

Directrice de
programme
à l' IFRI
(Institut Français
de Relations
Internationales)

Responsable
Simoné Giovetti

Chef de service International, Europe, Crises



LES CHRONIQUES GÉOPOLITIQUES ÉPISODE 1

Vendredi 13 octobre 2023

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Gaza et la Palestine :

L'analyse de la question palestinienne est facilement réinterprétée avec de forts partis pris. Par exemple, une carte exposant quels pays soutiennent le Hamas a très largement circulé et été également reprise par Le Monde, alors que son contenu relevait d'une interprétation des faits.

On peut se demander si la question palestinienne a encore une importance à l'international et si le soutien s'étend sur un périmètre plus grand tel que sur les pays asiatiques. Par exemple, la Malaisie ne condamne pas le Hamas. Les États-Unis et l'Europe, désignés comme « Occident », soutiennent Israël, alors que le « Sud global » est plutôt en sympathie avec la cause palestinienne. Israël tente d'éviter les Palestiniens politiquement, tout en faisant la paix avec les États arabes du Golfe, puis le Maroc, par le biais des accords d'Abraham. En Israël, même, l'unité nationale est plus difficile à maintenir que par le passé.

Aucun pays ne veut pour le moment que le conflit s'étende. L'implication très forte de l'administration Biden peut avoir un impact sur les prochaines élections aux États-Unis. Emmanuel Macron, par l'absence de prise de parole, montre que la France n'a pas vraiment de solutions à proposer si ce n'est le rapatriement des binationaux en Israël.

D'un point de vue global, il n'existe de perspective en vue ni sur la création de deux états, ni sur la question palestinienne. Le risque d'escalade régional au Moyen-Orient est difficile à évaluer. Nous sommes aujourd'hui dans le temps de la guerre et la diplomatie fait terriblement défaut. Les États-Unis, qui ont supervisé les efforts de paix dans le passé, ne sont plus vus comme un médiateur juste, que ce soit par les Palestiniens ou les autres États arabes. Toutefois, la Chine ou d'autres pays neutres tels que les BRICS pourraient alors se positionner.

• Le Sud Caucase : la question du Haut Karabakh :

La guerre reprend entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. C'est un résidu de problématiques soviétiques historiques : certaines frontières n'ont jamais été internationalement reconnues. La Russie est ambivalente : la majorité du gaz que l'Azerbaïdjan exporte vers l'Union Européenne vient de Russie donc Moscou a tout intérêt à garder ses liens avec l'Azerbaïdjan, mais la Russie a aussi une très importante base militaire en Arménie.

On a assisté entre le conflit de 2020 et l'offensive azerbaïdjanaise de 2023, à une compétition entre la Russie, les États Unis et l'Union européenne, pour mettre à la même table l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Est-ce que le conflit s'est éteint par la purification ethnique ? Le point de vue de la diaspora arménienne de Montréal sur le Haut Karabakh est qu'il faut y maintenir la présence des Arméniens, et de nouveaux réfugiés ne seraient pas forcément les bienvenus.

Les questions

• Quels sont les engagements diplomatiques de la France au Proche et Moyen Orient ?

Il n'existe pas de stratégie sur le long terme si on prend en compte le discours d'Emmanuel Macron. Concernant la Syrie, le président affirme que Bachar El Assad ne sera réintégré dans la communauté internationale que s'il coopère contre le terrorisme. Pour l'Iran il estime qu'on ne doit pas se féliciter de la simple signature d'un accord avec l'Arabie Saoudite car l'Iran risque de ne pas respecter sa parole, et rappelle que six ressortissants français sont encore détenus en Iran. Concernant la question palestinienne, il est flagrant que le dossier a disparu des bureaux des diplomates français.

- La situation est-elle réversible ? Une résolution a été prise au Conseil de l'Europe afin de ne pas légaliser la réintégration du Haut Karabakh dans l'Azerbaïdjan. La question du retour des Arméniens dans le Haut Karabakh reste en suspens. Les acteurs extérieurs, comme Pachinian lui-même, sont assez silencieux sur ce point.

Le thème de la semaine

• Syrie : La rentrée diplomatique française en trois questions

Quel est le bilan de la politique étrangère française à l'heure actuelle ?

L'analyse du discours aux ambassadeurs tenu par le Président de la République le 28 août 2023 est très instructive. Sur le fond, Emmanuel Macron a beaucoup insisté sur la cohérence de son action, mais cette obsession de la cohérence apparaît décalée dans un contexte de forte rupture : crise russo-ukrainienne, coups d'État à répétition en Afrique, explosion de violence à Gaza. Emmanuel Macron n'exprime pas vraiment de priorité géographique. La méthode macronienne repose sur la désinstitutionnalisation des relations internationales, avec la mise en avant de la jeunesse et des sociétés civiles, et sur une forte personnalisation ; mais la France pousse aussi le nouveau multilatéralisme. Macron veut pratiquer une diplomatie d'instinct et d'intuition ce qui est parfois risqué, lorsque la réalité dément les intuitions présidentielles.

Quelles sont les priorités de la diplomatie française ?

Le discours d'Emmanuel Macron est structuré autour de grandes thématiques : sécurité et stabilité, indépendance et autonomie stratégique, partenariat et réforme de la gouvernance internationale. La géographie n'est pas prioritaire et est traitée sous ces angles thématiques. Ainsi, la thématique « sécurité et stabilité » est illustrée par le Sahel, mais le président ne fait aucune annonce sur les futures priorités de la France en Afrique. L'immigration s'inscrit dans la réflexion sur l'Europe ; elle est vue uniquement sous l'aspect sécuritaire et policier. Le président réaffirme son soutien à l'Ukraine, et aborde les Balkans et le Caucase par la seule problématique du Kosovo. Pour le Moyen-Orient seuls la Syrie et l'Iran sont très brièvement mentionnés.

Comment la France est-elle perçue ?

Emmanuel Macron est extrêmement attentif à la communication et à l'image que la France renvoie sur la scène internationale. On l'a vu sur l'Afrique, où l'échec français est principalement imputé à une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux. Le président s'intéresse par ailleurs de très près aux BRICS et a tenté sans succès de se faire inviter à leur sommet.



LES CHRONIQUES GÉOPOLITIQUES ÉPISODE 2

Vendredi 24 novembre 2023

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• L'élection en Argentine de Javier Milei :

Cette élection est à replacer dans un contexte latino-américain plus large. Pendant la Guerre froide, Washington, incarnation de l'idéologie libérale, y a combattu l'expansion du communisme en soutenant des dictatures. Puis le continent a connu dans les années 90 une vague de démocratisation théorisée par Samuel Huntington. Aujourd'hui, les ratés du développement économique tiennent le devant de la scène.

C'est sur une décomposition économique que Javier Milei a été élu. Le pays alterne depuis le XIX^{ème} siècle entre des périodes de boom et des redescentes tout aussi incroyables. L'hyperinflation entraîne un appauvrissement rapide de la classe moyenne sur fond de corruption généralisée. Javier Milei, devenu héros avec des prises de position inédites veut supprimer la banque centrale, dollariser entièrement l'économie en supprimant la monnaie nationale ou encore réhabiliter en partie l'héritage de la dictature.

Le populisme a le vent en poupe ; quel risque cela fait-il peser sur la paix dans le monde ?

• La Russie a-t-elle gagné la guerre contre l'Ukraine ? :

La première phase du conflit ukrainien en 2022 est pleine de batailles ; aujourd'hui, on est passé à une guerre de tranchée et la Russie tient probablement mieux le choc sur le long terme. Trois indicateurs sont importants :

Gains territoriaux : La bataille de Bakhmout, ville prise par les séparatistes russes en 2014, puis reprise par les Ukrainiens, est un symbole physique de l'affrontement. La ville a été reprise par les Russes en mai 2023. Puis en juin 2023 commence la contre-offensive terrestre ukrainienne, qui piétine. L'armée ukrainienne a cependant réussi à passer en quelques endroits le Dniepr.

- Situation militaire : Elles sont plus graves du point de côté ukrainien, car les ressources de la Russie en hommes russes sont plus importantes. Le Kremlin a augmenté de 68% son budget militaire pour 2024. Du côté ukrainien, Joe Biden a dû redimensionner l'aide.

- Situation économique : la Russie résiste bien aux sanctions, grâce à la réexportation des flux d'hydrocarbure à prix élevé, et au contournement des sanctions avec l'aide d'autres pays.

Aujourd'hui, la guerre connaît une phase psychologique : la fatigue monte vis-à-vis de l'Ukraine du fait du coût de la guerre et de l'irruption de nouvelles crises géopolitiques (Gaza).

• La visite d'un think-tanker iranien à l'IFRI :

L'Ifri a reçu la visite du représentant d'un think tank iranien se présentant comme non partisan, neutre. Une recherche a montré qu'il était lié aux Gardiens de la Révolution. Il veut parler des positions françaises et européennes sur la crise en Israël et à Gaza, et contester les affirmations d'Emmanuel Macron sur la crise politique en Iran. Ceci illustre la volonté de redéploiement du soft power iranien à l'échelle mondiale.

Les questions

• Existe-t-il des personnalités politiques en Israël et en Palestine qui ne seraient pas Mr Netanyahu ou Mr Abbas ou le Hamas pour discuter d'un avenir apaisé dans un futur éloigné ?

En Israël, c'est possible, car il existe plusieurs partis politiques. En Palestine si on écarte le Hamas, la Palestine n'a plus de représentation. L'autorité palestinienne a un problème de représentation et de renouvellement de personnalités.

Le thème de la semaine

• Israël et la Palestine

Est-ce que ce conflit est vraiment une surprise ?

Pourquoi le Hamas a attaqué à ce moment-là ? Pour pleins de raisons différentes et relativement prévisibles. Le conflit israélo-arabe avait été « oublié ». L'interprétation israélienne par le tout-sécuritaire a fait disparaître la politique du champ de vision et « effacé » les Palestiniens. De plus, une diplomatie de façade avec la signature des accords d'Abraham a été mise en oeuvre : il s'agit de « normaliser » les relations avec des pays qui ne sont pas en guerre avec Israël. On ne peut pas dire que la reprise de la conflictualité soit une surprise. Le problème pour les Européens est surtout leur impuissance actuelle face aux événements : les Occidentaux sont perçus comme pro-Israël (alors qu'ils sont divisés).

Quelles sont les positions des protagonistes sur la scène internationale ?

Parmi les pays soutenant le Hamas, on trouve la Tunisie, Djibouti, la Corée du Nord ou le Qatar. Cependant le soutien au Hamas et le soutien à la désescalade ne sont pas la même chose. D'autres pays affirment un soutien inconditionnel à Israël. La France a traditionnellement une position équilibrée : elle a tout d'abord affiché un soutien à Israël, puis a essayé de prendre en compte la situation globale avec la crise humanitaire à Gaza. Les États Unis sont extrêmement actifs : l'administration Biden fait tout pour empêcher l'escalade, mais a peu de leviers sur le gouvernement israélien. L'ONU est dans une situation très difficile. C'est l'instance qui a posé les bases de la solution des deux États ; et elle prend en charge les réfugiés palestiniens sous l'UNRWA. Les pays arabes sont globalement dans l'attentisme. Les pays du Golfe, sont tous fixés sur la crise humanitaire à Gaza. L'Égypte est sur la défensive, la Jordanie fait face à des pressions internes très importantes.

Trois scénarios de sortie du conflit

- Scénario israélo-palestinien pessimiste : l'extinction du sujet palestinien par la purification ethnique. Dans cette hypothèse Israël continue à coloniser Gaza puis la Cisjordanie, et se débarrasse des Arabes israéliens.

- Scénario d'une demi-escalade régionale : l'entrée directe en guerre de l'Iran est peu probable. Du côté de l'Égypte et de la Jordanie certains appellent tout de même à sortir des accords de paix avec Israël. Rappelons aussi que la Turquie a déjà connu un incident de type militaire avec Israël en 2010.

- Scénario optimiste : on pense à une reprise des négociations de paix sous l'égide saoudienne. Il faut pour cela que MBS remette la question palestinienne en tête de son agenda.

Certains analystes disent déjà qu'Israël a perdu la guerre ; Israël a surtout perdu la paix, la réaction de l'Égypte et de la Jordanie le montre. Mais on sait également qu'à chaque fois qu'Israël a été confronté à une grave défaite, le pays a réagi ensuite par un sursaut rationnel et repensé totalement sa perspective stratégique.



LES CHRONIQUES GÉOPOLITIQUES ÉPISODE 3

Vendredi 15 décembre 2023

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• L'actualité politique aux Etats-Unis :

Donald Trump sera-t-il élu pour un second mandat ? La politique menée par Joe Biden se revendique principalement du multilatéralisme, un acquis menacé par un retour à l'unilatéralisme avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir. Aujourd'hui, Joe Biden est menacé d'impeachment. Il existe ainsi une pression pour faire passer la bataille politique au niveau judiciaire, car Donald Trump fait également l'objet de quatre affaires qui vont être jugées, mais qui n'aboutiront pas à une condamnation avant le scrutin présidentiel. Joe Biden doit faire face à de nombreuses difficultés s'il veut être réélu. L'opposition évoque son âge : 70% des américains pensent qu'il est trop âgé pour se représenter. Son bilan économique est plutôt bon, toutefois, le bilan géopolitique s'avère plutôt mitigé. Sur la guerre en Ukraine, il a des difficultés à convaincre qu'il faut soutenir l'Ukraine face à la Russie. Au Moyen-Orient, il apporte activement son soutien à Israël, mais sans savoir où cela va le mener. Le retour de Donald Trump au pouvoir est possible, car nous sommes actuellement dans une phase d'alternance rapide au niveau mondial. Il n'a fait qu'un mandat et revendique le fait que son travail n'est pas achevé, qu'il a été interrompu. Les choix de rupture politique vont surtout porter sur l'immigration, le protectionnisme et le changement climatique.

• La mort de l'homme politique Henry Kissinger :

Les avis sur Henry Kissinger divergent. Ce conseiller diplomatique a été responsable du destin de plusieurs pays dans le monde. Sa mort a provoqué une vague de nostalgie en Europe, car il renvoie à l'image d'un Européen qui a réussi à faire carrière aux États-Unis. Ainsi, il a apporté une vision européenne à la politique américaine. Il a été le conseiller des présidents Richard Nixon et Gerald Ford et a été pendant près de 8 ans, entre 1969 et 1976, sur tous les dossiers politiques importants. Il reste comme le symbole d'une ère où une synthèse internationale était possible, où les gouvernements décidaient du sort du monde et où les intellectuels pouvaient conseiller les politiques.

Les questions

• Que deviendra le Proche Orient si Donald Trump revient au pouvoir ?

L'idéologie de Donald Trump repose sur une logique d'affaires. Il ne souhaite pas s'engager dans une guerre contre le terrorisme, comme l'a montré dans le passé le retrait des troupes américaines en Syrie. Il est à l'origine des accords d'Abraham, dont la logique était de normaliser les relations entre Israël et les pays arabes du Golfe par l'économie. Au vu de la dégradation de la situation au Proche-Orient, même s'il est un « ami » de Benjamin Netanyahu, on ignore si les relations avec Israël seront toujours aussi fluides.

• Déjeuner avec l'ambassadeur de Singapour en France :

L'objectif du déjeuner était d'avoir de mieux comprendre l'engagement français en Asie-Pacifique, mais aussi l'attitude de la France vis-à-vis des événements en Israël et à Gaza. La crainte d'une présidence Trump a été évoquée. L'ambassade exprime une certaine inquiétude vis-à-vis des jeux olympiques, du climat sécuritaire à Paris et des consignes peu claires données par les autorités françaises sur l'usage des transports en commun pendant la période des jeux. Il existe également une interrogation de fond sur les grandes orientations de la diplomatie française, avec le constat que le Quai d'Orsay ne semble pas en mesure d'exprimer une ligne que seul dicte l'Elysée.

Le thème de la semaine

• Etude de cas sur la situation en Arménie :

Comment vont se développer les relations de l'Arménie avec ses voisins, plus précisément, la Russie, la Turquie et l'Iran ? L'Arménie est un pays où les équilibres politiques et structurels changent constamment depuis le début de la guerre en Ukraine. Au niveau politique, la démocratie arménienne parvient à stabiliser son système politique. Nikol Pachinian, un ancien journaliste et opposant, s'est maintenu au pouvoir après la deuxième guerre du Haut-Karabagh, malgré la défaite de l'Arménie. Il gouverne avec une équipe très jeune. Dans son discours, il s'exprime très directement au peuple et est parfois catégorisé comme étant populiste. Les oppositions politiques n'ont pour le moment pas assez de poids pour proposer une alternance.

L'économie arménienne se porte conjoncturellement plutôt bien, alors que le pays a peu de ressources et de capacités productives. Elle repose sur une agriculture qui exporte massivement vers la Russie et ses deux nouveaux points de force sont les nouvelles technologies et le tourisme. L'économie arménienne continue de dépendre principalement de la Russie, notamment pour se fournir en énergie. Nikol Pachinian doit donc faire avec ce paramètre.

Concernant les relations diplomatiques, il tente de desserrer l'étau russe en améliorant les relations avec ses voisins : la Géorgie, l'Iran, la Turquie et l'Azerbaïdjan. Les pourparlers de paix se poursuivent avec l'Azerbaïdjan, et un processus de normalisation est en cours avec la Turquie, qui permettrait à terme l'ouverture de la frontière.

• Les rivalités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'arrêteront-elles avec les accords de paix ?

On a l'espoir d'un accord de paix définitif. Pour le gouvernement arménien, la question du Haut Karabagh prenait une place conséquente et demandait beaucoup d'efforts financiers. On pourrait, en ce sens, comprendre que le gouvernement de Pachinian était prêt à « lâcher » sur le Karabagh. Toutefois, était-il intéressant de le faire sans contrepartie ? L'essentiel maintenant est de fixer des frontières qui permettront de faire respecter vraiment la souveraineté du territoire arménien.



Vendredi 19 janvier 2024

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Le retour de la guerre : le comprendre et y répondre :

Selon ICG, les dix conflits à suivre en 2024 sont Gaza, une grande guerre Moyen Orient, le Soudan, l'Ukraine, Arménie-Azerbaïdjan, Éthiopie, le Sahel, Myanmar, Haïti ainsi que la Chine contre les États-Unis. Certains conflits ont disparu de la liste alors que les tensions persistent, comme en Afghanistan et au Yémen.

La durée est un critère essentiel pour définir l'importance d'une guerre : les conflits qui ne sont pas officiellement terminés peuvent connaître des reprises, comme pour Palestine / Israël. Le statut des protagonistes sur la scène internationale compte aussi, comme dans le cas de Chine / États-Unis. Les conséquences des conflits sont d'abord appréhendées en termes de pertes humaines : parmi les conflits qui ont causé le plus de morts depuis 1945 on retrouve la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre en Afghanistan. On remarque une recrudescence de violence depuis 2010, après un période de relative maîtrise de la mortalité dans les guerres : 2022 a été l'année la plus létale depuis le génocide rwandais. Mais certains conflits parmi les plus létaux ne sont pas mis en avant dans l'actualité géopolitique, comme la Birmanie ou le Soudan. Du point de vue économique la guerre impacte le PIB (dépenses en armement, destructions), elle peut suspendre la croissance mondiale et déboucher sur une réorganisation complète de l'économie.

• Montée en puissance du « Sud global », anti-occidentalisme et désoccidentalisation :

L'Occident est de plus en plus contesté par la coalition informelle des pays du Sud global. Après la guerre en Ukraine, le conflit Israël/Hamas a souligné une fracture entre le Sud global et les pays occidentaux.

-Qui sont les pays occidentaux ? L'Occident désigne surtout dans ce débat les pays qui se sont démarqués par la colonisation et leur domination sur d'autres pays.

-Quels sont les pays qui en veulent à l'Occident ? Les pays qui tiennent un discours anticolonial puissant, c'est-à-dire, les pays qui ne font pas partie du groupe occidental, ou bien qui sont sortis de l'emprise occidentale et souhaitent se désaligner. Les principales puissances qui s'opposent au leadership américain sont la Chine et la Russie, ainsi que les BRICS, parmi lesquels l'Iran, la Turquie et l'Afrique du sud sont particulièrement durs.

Les relations transatlantiques vont être mises à l'épreuve par cette ambiance de confrontation.

Les questions

• Israël et la Cour internationale de justice : quelles conséquences ?

Les conséquences sont surtout symboliques. En effet, le passage devant la Cour internationale de justice montre que c'est un sujet de débat plus général qu'avant - sujet qui a par ailleurs été très peu traité par la presse européenne. Comment, du point de vue du droit international, Israël peut considérer avoir le monopole sur la définition du génocide et d'être seul à pouvoir en parler ? On a affaire ici à une déclinaison de la montée en puissance du Sud global, qui s'empare de la parole (à travers l'Afrique du Sud).

• Le Sommet international de la Francophonie en France en octobre 2024 : un enjeu diplomatique particulier selon vous ?

La francophonie permet de discuter ouvertement des sujets d'occidentalisation et de désoccidentalisation, mais également des orientations politiques à donner à la francophonie. Toutefois, au vu du contexte actuel avec la crise en Afrique et la perte du français dans certains pays, on ne sait pas si le président va mettre l'accent sur le sommet.

• Quoi penser de la Communauté politique européenne ?

Le sujet de cette année sera la réforme de l'Union européenne, la question de l'élargissement et notamment de savoir si l'Ukraine va entrer dans l'UE par exemple. La CPE est un format virtuel qui ne permettra pas de régler ces questions en pratique.

• Proche-Orient : que penser de la diplomatie internationale, de l'ONU ?

Les États-Unis bloquent sur cette question le fonctionnement du Conseil de sécurité de l'ONU. La France n'est pas toujours d'accord avec les États-Unis et le Royaume-Uni, ce qui rend la prise de décisions très difficiles. La division entre pays occidentaux et non occidentaux se renforce aussi sur cette question. Ainsi la résolution de la guerre doit se faire par d'autres initiatives, alliances, communautés politiques.

La puissance occidentale a déjà été remise en cause sur plusieurs crises, notamment avec l'intervention en Irak, la crise des subprimes de 2008 et la crise migratoire. Les États-Unis restent la plus grande puissance économique mais, d'un point de vue démographique, la croissance est beaucoup plus rapide dans le Sud global. Aujourd'hui, plusieurs questions se posent, notamment sur l'élargissement des BRICS, afin de peser sur le plan économique et sur le plan géopolitique.

• 2024 une année électorale ? :

Les élections qui nous intéressent particulièrement en 2024 sont les élections présidentielles aux États-Unis, notamment avec la possibilité d'un retour de Donald Trump au pouvoir. Plusieurs élections auront lieu, notamment en Angleterre, Finlande, Géorgie, Jordanie, Sénégal, Algérie, Tunisie, Venezuela, Bangladesh. Erdogan qui gagne toutes les élections depuis 2002 met l'accent sur la légitimation démocratique par le vote du peuple. L'exercice de la présidence du Conseil de l'UE par la Hongrie au deuxième semestre 2024, suscite de nombreuses inquiétudes. Israël qui se présente comme la seule démocratie du Moyen-Orient rejoue des élections à peu près tous les ans, ce qui montre son instabilité gouvernementale. Globalement, une confrontation se dessine et se joue à travers la mise en scène des élections dans des pays qui ne sont pas pleinement démocratiques, face à des démocraties en crise où l'on vit une crise de la représentation et où l'abstentionnisme fait des ravages.

• L'agenda de la France en 2024 :

En termes de statut, rappelons d'abord que la France fait encore partie des pays avec le passeport le puissant du monde. La nomination au MEAE de Stéphane Séjourné qui a peu d'expérience dans le domaine des relations internationales, peut démontrer une marginalisation de nos diplomates. Le thème du réarmement remet au centre le ministère des armées notamment avec l'Ukraine. Les priorités qu'on note pour 2024 sont :

-Une forte demande de leadership français, de prise de responsabilité de la France dans le contexte UE et transatlantique

-La présidence du Conseil de sécurité de l'ONU et les élections européennes

-Les Jeux Olympiques, enjeu présenté comme structurant pour l'image de la France

-Les régions du monde pouvant susciter de l'intérêt positif pour Emmanuel Macron seront : sûrement l'Inde, notamment pour les ventes d'armes, l'Asie centrale, pourvoyeuse de ressources, et peut-être l'Amérique du sud jusqu'ici relativement délaissée.



LES CHRONIQUES GÉOPOLITIQUES ÉPISODE 5

Vendredi 23 février 2024

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Élections présidentielles en Indonésie :

L'usage des réseaux sociaux permet de rendre plus « sympathique » l'image de certains candidats, dont le général Prabowo lors des élections présidentielles indonésiennes. Le général est le gendre du dictateur Suharto, dont il a été l'impitoyable commandant des forces spéciales jusqu'à sa chute en 1998. Favori dans les sondages, il a beaucoup utilisé Tiktok pour mener sa campagne électorale, on l'a donc surnommé « Général Tiktok ». Tiktok est un réseau de distraction avec une grande capacité de diffusion pouvant provoquer des centaines de millions de vue. La popularité du contenu de Prabowo est notamment un effet générationnel, la moitié des votants étant âgés de moins de 40 ans. Le général a gagné avec 56% des suffrages et a fait l'objet de plusieurs recours pour des irrégularités très mineures : liste électorale mal tenue, retard dans les bureaux de vote... La campagne électorale à travers Tiktok a ainsi permis de redorer l'image d'une personne controversée.

• Crise de l'agriculture européenne :

Le mouvement de protestation des agriculteurs touche toute l'Europe. Globalement, les agriculteurs demandent l'amélioration de leur revenu et l'assouplissement des normes restrictives auxquelles ils font face dû au changement climatique comme la loi de verdissement de la production agricole. Avec la création de la PAC en 1962, toutes les politiques européennes se résument à améliorer les revenus des producteurs et permettre suffisamment de ressources agricoles pour subvenir aux besoins d'après-guerre. Le passage à une économie industrielle et de service a laissé une place moindre à l'agriculture dans les priorités politiques. Cette situation a par ailleurs créé une grande disparité entre les gros agriculteurs et petits agriculteurs notamment avec la crise économique, les productions de masse sont encouragées car moins chères en production et à l'achat. Concernant l'impact politique, la lumière est mise sur les prochains scrutins européens, des partis politiques ont été créés afin de défendre le droit des agriculteurs, tandis que les partis déjà existants intégraient leurs doléances. Face à la colère des agriculteurs, les gouvernements européens ont été amenés à faire des concessions, comme la France et l'Allemagne sur la subvention au diesel ou encore la Grèce sur l'électricité. Au niveau de l'UE, certains plans qui visent à réduire l'usage de pesticides ont été abandonnés et les objectifs de réduction du Co2 ont été diminués. Or, à l'échelle mondiale, la PAC est accusée d'être un mécanisme de protection capitaliste européen, alors que la sécurité alimentaire est devenue un sujet d'inquiétude majeur à l'échelle internationale, du fait notamment de la multiplication des conflits dans le monde.

Les questions

• Existe-t-il des alternatives à l'OTAN, l'Europe de la défense pourrait-elle se concrétiser ?

L'OTAN a survécu à la guerre froide qui l'avait créée. C'est plus qu'une alliance militaire, c'est le lieu de construction de l'identité occidentale. L'UE, membre annexe de l'OTAN, a une identité politique sans pilier de défense, elle s'est construite sur l'échec de la CED. La réflexion est aujourd'hui relancée sur la possibilité d'une défense européenne autonome. Pour cela, le SCAF, système de combat aérien du futur est une étape. Le 75ème anniversaire de l'OTAN pourrait être bouleversé par l'élection américaine. Emmanuel Macron se prépare à une demande de leadership français.

• Porte-avions français :

Les sujets des stocks d'armement, la doctrine de défense, la capacité de l'État à protéger les citoyens d'une éventuelle attaque, prennent une grande place dans le débat politique français. L'armée française communique énormément sur le sujet de son porte-avions, le Charles de Gaulle, car il coûte très cher ; la construction d'un nouveau porte-avions a été décidée en 2020, et le processus devrait aboutir aux horizons 2034/2035. L'armée doit convaincre les décideurs politiques de la pertinence de ces dépenses, qui doivent aussi permettre à la France de démontrer sa capacité d'innovation.

Le thème de la semaine

• Les relations transatlantiques mises à l'épreuve

La relation UE-États Unis s'est construite sur l'importation de matières premières et le commerce triangulaire jusqu'à la 2nde guerre mondiale. Avant la seconde guerre mondiale, les États-Unis représentaient 20% du PIB mondial. Le partenariat entre l'Europe et les États-Unis est porté par le courant atlantiste, et après la seconde guerre mondiale les États-Unis et l'Europe se rapprochent encore pour contrer l'URSS. La création de l'OTAN, alliance militaire, y fait suite. Sur la période 90-2000, l'élargissement de l'OTAN se poursuit, avec un objectif plus politique que strictement militaire. Dans le même temps, les États-Unis dominent le monde militairement et économiquement et l'Europe est en demande de protection systématique. En échange, les pays européens doivent aussi acheter des armes américaines. Plus récemment, émerge aux États-Unis une exigence vis-à-vis de l'Europe, qui devait prendre sa part du fardeau stratégique : on fait état de la grande disparité entre les dépenses américaines et européennes du point de vue de la défense.

La tonalité de la relation UE – États Unis dépend notamment du président américain au pouvoir. Sous Bush : il invoque l'article de solidarité pour que l'Europe vienne en aide aux États-Unis lors de l'attentat du 11 septembre 2001. Sous Obama : il n'existe pas d'empathie envers les Européens et l'intérêt américain se réoriente sur l'Asie. Sous Trump : l'Europe est malmenée, et entrevoit que les arrangements de la guerre froide sont obsolètes. Sous Biden : Un espoir de relations plus fluides pour les européens, toutefois il utilise le multilatéralisme comme un outil de puissance américaine.

Concernant les prochains sujets de désaccords transatlantiques, on peut réfléchir au retrait américain du Moyen- Orient, à la pérennité de l'investissement américain sur la sécurité de l'Europe, au souhait américains d'amener les Européens sur une ligne de fracture avec la Chine ; et aussi à la nouvelle orientation protectionniste de la politique économique américaine.

• L'enjeu n'est-il pas pour chacun de se faire payer la modernisation ou la croissance de son industrie de défense par d'autres ?

La croissance des industries de défense, le maintien de leur capacités d'innovation, dépend en grande partie des marchés extérieurs qu'elles s'ouvrent : pour les Français au Moyen-Orient, mais pensons aussi à la vente de nos avions rafales à l'Inde, à la Grèce. Cette course au client entretient cependant intentionnellement un climat d'anxiété sécuritaire : la diplomatie perd du terrain chaque jour face aux discours sécuritaires et militaristes que tiennent les gouvernements pour soutenir le secteur économique de la défense.



Vendredi 12 avril 2024

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

- **La question des processus électoraux et de la démocratie au Sénégal, en Turquie et en Corée**

Le début de l'année 2024 a été marqué par une forte activité électorale à travers le monde, à l'instar des trois puissances régionales que sont le Sénégal, la Turquie et la Corée du Sud, qui ont connu des élections respectivement présidentielles, municipales et législatives. Ces passages aux urnes ont été relativement apaisés, malgré des contextes nationaux instables. Au Sénégal, l'issue du scrutin a propulsé Bassirou Diomaye Faye, avec 55% de votes en sa faveur dès le premier tour. Si cela ne s'est pas fait sans heurt, des manifestations réprimées par les forces de l'ordre ont en effet eu lieu, faisant suite à la décision du président sortant Macky Sall de repousser la date des élections, le déroulement de ces élections a tout de même été salué par les observateurs internationaux. En Turquie, le parti kémaliste a fait une poussée inattendue face au parti AKP. Enfin, en Corée du Sud, le parti démocrate progressiste est sorti largement gagnant face au parti de l'actuel président conservateur, poussant le premier ministre à démissionner. L'ensemble de ces événements met en lumière la volonté des électeurs d'aller aux urnes afin de témoigner leur mécontentement et la confiance qu'ils placent dans le système représentatif.

La frappe israélienne en Syrie et le dilemme iranien des États Unis

- A ce jour, l'opération israélienne post attaques du Hamas du 7 octobre reste limitée quant à l'avancé de ses objectifs de guerre. Le Hamas n'a pas été éradiqué et 130 personnes sont toujours considérées comme otages dans la Bande de Gaza. La situation est marquée par une montée constante des tensions, entre l'opération militaire prévue à Rafah et les raids en Cisjordanie. Dans ce contexte, la frappe israélienne du 1er avril 2024 contre le Consulat iranien en Égypte a eu un effet cristallisateur, ayant fait plusieurs morts dont celle du général de brigade responsable de la force Al Qods. Le gouvernement iranien adopte officiellement une posture de « patience stratégique » vis-à-vis de la situation, entame des discussions avec l'Amérique mais aussi l'Europe et reste en retrait. Comment les Iraniens pourraient-ils réagir à la frappe israélienne ? D'abord en intensifiant les tensions en Irak (notamment avec les milices pro iraniennes présentes sur le territoire) ainsi qu'en Syrie, mais également avec l'idée d'un recours à l'arme terroriste. Comment les États-Unis prennent-ils la frappe israélienne contre le consulat ? Mal, surtout dans une période de tensions entre le président américain Joe Biden et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Il est intéressant de constater que les acteurs engagés sont très mobilisés diplomatiquement afin d'éviter l'escalade de la situation.

Les questions

- **Selon les experts, cinquante bombes suffisent pour détruire l'humanité, à partir de ce constat, quelle dissuasion logique et rationnelle représenterait le fait de menacer l'utilisation de la bombe ?**

Si l'on considère que l'on reste dans une certaine rationalité, aucune escalade nucléaire n'est possible. Mais les essais du régime nord-coréen font par exemple craindre qu'un incident ait lieu. Les traités doivent continuer d'être négociés, malgré des rationalités différentes en fonction des régimes.

- **La diplomatie des otages en Iran**

Deux objectifs sont poursuivis par le gouvernement iranien vis-à-vis des otages : dans un premier temps l'intimidation, et dans un second temps l'échange marchand (les otages ont un prix pour le régime sous sanction). Les otages constituent donc un levier à la fois politique et financier.

Le thème de la semaine

- **Le nucléaire : Réaction en chaîne ?**

Plusieurs âges du nucléaire sont à distinguer. Le premier au moment de la Guerre froide, caractérisé par une forte compétition entre les puissances, menant à une forme d'oligopole nucléaire sur fond de dissuasion. Cinq puissances mondiales acquièrent l'arme nucléaire mais les arsenaux russes et américains restent les plus importants. Le nucléaire est alors pleinement intégré aux doctrines militaires de la Russie comme de l'OTAN. Le second, faisant suite à la chute de l'empire soviétique et menant à un désarmement progressif jusqu'au début des années 2010, malgré un maintien de la prolifération. Enfin, le troisième caractérisé par un monde nucléaire désormais multipolaire, un usage plus sophistiqué des armes. Ce dernier âge voit le retour des États puissance ainsi que la montée du militaire nucléaire de la Chine.

Le nucléaire : une réflexion singulière

La France n'a pas connu d'importants débats quant à l'usage du nucléaire civil jusqu'aux incidents de Tchernobyl puis de Fukushima, faisant émerger des inquiétudes vis-à-vis de la faiblesse des parcs nucléaires, de leur vulnérabilité face aux attaques extérieures ainsi que leur vieillissement. Le nucléaire civil connaît par ailleurs un retour en force sur le territoire national, considéré comme un moyen à privilégier afin de sortir des énergies fossiles. Le nucléaire a en tout cas toujours constitué pour la France un attribut central de sa puissance, au cœur de sa stratégie militaire et en faveur de son indépendance. La réflexion sur la limitation de l'usage du nucléaire existe depuis le début de son existence et il est presque impossible de cloisonner entre le développement du nucléaire civil et militaire.

La banalisation de l'arme nucléaire à travers l'Histoire

À la suite d'Hiroshima et Nagasaki, un tabou s'est mis en place autour de l'usage de l'arme nucléaire. Ce dernier s'est néanmoins progressivement effacé avec l'idée de l'usage d'armes nucléaires tactiques, intégrées aux arsenaux via des « petites armes nucléaires ». En ce qui concerne la prolifération post chute de l'URSS, quatre nouvelles puissances détiennent à ce jour des ogives nucléaires : l'Inde, le Pakistan, Israël ainsi que la Corée du Nord, les trois premières n'ayant pas signé le Traité de non-prolifération. Plusieurs autres traités ont été signés à la suite de ce dernier mais avec une effectivité limitée.

Quels points d'alerte aujourd'hui ?

La Russie opère une réintégration du nucléaire stratégique dans la doctrine militaire depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir et l'arme nucléaire présentée comme garantie de souveraineté et de puissance pour le pays. La Corée du Nord possède, elle, un arsenal limité et reste très surveillée par la Chine. L'Iran est un pays dit du « seuil nucléaire », sur le point d'acquiescer l'arme. L'escalade des tensions avec Israël est liée à l'évolution du programme nucléaire iranien.



Vendredi 17 mai 2024

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• La tournée européenne du président chinois Xi Jinping :

Au cours du mois de mai 2024, le président chinois Xi Jinping s'est rendu dans plusieurs pays européens. Si l'Union européenne tente d'adopter une posture commune au sujet de la Chine, la qualifiant de « partenaire, concurrent stratégique et rival systémique », celle-ci reste fragile. Xi Jinping s'est d'abord rendu en France, où il a pu discuter des grands enjeux européens portés par Emmanuel Macron mais aussi des différentes crises géopolitiques actuelles, l'Ukraine ainsi que le Moyen-Orient. La Serbie, un pays très amical à l'égard de la Chine, et dont le processus d'adhésion à l'Union européenne est difficile, a également reçu la visite de Xi Jinping. La Chine et la Serbie partagent plusieurs points de convergence : leur vision de l'intégrité territoriale des États (la Chine refusant de reconnaître Taiwan et la Serbie le Kosovo), leur critique à l'égard des États-Unis et de l'OTAN et, enfin, une dimension économique puisque la Chine est actuellement le deuxième partenaire économique de Belgrade. L'intérêt de Pékin dans les Balkans est surtout motivé par sa volonté de poursuivre la mise en place d'une nouvelle route de la soie traversant l'Europe centrale. Un accord de libre-échange a d'ailleurs été passé entre les deux pays en 2023, au grand dam de Bruxelles. Pour terminer, le président chinois s'est rendu en Hongrie. Alors qu'il affiche, avec Viktor Orban, un discours anti-européen depuis plusieurs années, ce pays d'Europe de l'Est est devenu une cible pour la Chine dans sa stratégie d'investissement, et un partenaire de choix dans sa stratégie de promotion des relations entre la Chine et l'Union européenne.

• Un point sur la Nouvelle-Calédonie :

La Nouvelle-Calédonie est un territoire français éloigné de la métropole. L'île a historiquement servi de bagne, et c'est désormais sa position stratégique, pouvant servir de base en Asie depuis laquelle intervenir dans des crises alentours. C'est au moment de la Seconde Guerre mondiale que la Nouvelle-Calédonie a commencé à jouer un rôle géostratégique majeur : les Américains y ont installé à l'époque une énorme base pour appuyer leurs actions militaires contre les Japonais. La découverte de réserves de nickel dans le sous-sol est à l'origine de l'intérêt de puissances extérieures telles que la Chine, l'Australie ou les États-Unis.

D'autre part, différents pays cherchent à exercer une influence sur le territoire néo-calédonien, dont l'Azerbaïdjan ainsi que la Turquie, en tenant des discours anti-coloniaux forts. La Nouvelle-Calédonie fait partie de la liste des territoires à décoloniser de l'ONU. Une forte poussée indépendantiste a eu lieu dans les années 1980, débouchant sur des tensions difficiles à surmonter. Les Accords de Matignon (1988) avaient permis un retour provisoire à la paix sociale, et le président Emmanuel Macron tente désormais de dérouler sa feuille de route sans trop tenir compte des sensibilités sur place. Après les récentes émeutes, il doit trouver une voie de sortie entre concurrences d'influences et dégradation de la situation politique sur place.

Les questions

• Si Trump était élu, cela pourrait-il avoir une incidence sur la politique menée par les États-Unis vis-à-vis de la Guerre à Gaza ?

Il n'est pas aisé de répondre à cette question, car on a beaucoup de doutes sur la façon dont Trump fixerait ses priorités et travaillerait avec l'administration en cas de deuxième mandat. Donald Trump a certes reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017 ; il est également le président des accords d'Abraham, adoptant une approche pro-sioniste et mercantiliste sur le sujet israélo-palestinien. Il serait probablement confronté à des obstacles significatifs s'il souhaitait mener une politique aussi expérimentale qu'il l'a fait lors de son premier mandat.

• Les ressorts du système Orbán

Il est intéressant de se pencher sur le paysage politique actuel en Hongrie. Le pays, qui paraît moins libéral qu'il ne l'est réellement, affiche un pluralisme politique se construisant actuellement autour d'une figure politique nouvelle, Péter Magyar, qui incarne une forme d'opposition à Viktor Orbán. Les élections municipales hongroises et les élections européennes, coïncidant pour l'année 2024, devraient donner un aperçu de l'effet de cette nouvelle dynamique.

Le thème de la semaine

• Les priorités de la politique étrangère américaine au moment des élections présidentielles

La domination des États-Unis sur le système international est certaine et toujours d'actualité, guidée par des fondamentaux géopolitiques au sens géographique, c'est-à-dire l'importance des territoires et des ressources.

Le hard power des États-Unis, faisant référence à l'expression de sa puissance via les canaux économiques et militaires, est notamment basé sur le fait qu'ils disposent de bases militaires réparties dans le monde entier, beaucoup en Amérique centrale, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. L'Italie est le pays d'Europe où se trouvent le plus de soldats américains. Washington incarne de nouveau le leadership occidental depuis le début de l'année 2022 avec la guerre en Ukraine et son fort interventionnisme dans le conflit, coupant avec la politique isolationniste qui revient régulièrement – et que Donald Trump souhaitait pousser.

Concernant le soft power américain, faisant référence à sa capacité d'exercer son influence via des canaux tels que la culture, il est encore très actif et performant. En l'occurrence, la tournée mondiale de Taylor Swift en est une très bonne illustration, d'autant que la jeune chanteuse constitue une véritable force politique dans la mesure où elle exerce une grande influence sur son public et pourrait, si elle se prononçait, augmenter significativement l'électorat de Joe Biden. Concernant les réseaux sociaux, la lutte d'influence se passe maintenant avec la Chine : un projet de loi demandant à l'entreprise Tik Tok de mettre fin à ses liens avec la maison mère chinoise Bytedance, sans quoi l'application pourrait être interdite dans le pays, a été approuvé par le Sénat.

La politique étrangère américaine est guidée par les notions de liberté du commerce, de liberté d'agir économiquement mais également de défense du monde libre. Pour autant, le territoire étasunien n'est plus considéré depuis le 11 septembre comme vraiment sanctuarisé. Les menaces sont multiples, la montée en puissance du Sud global figurant parmi les premières préoccupations américaines. Dans un article rédigé par William J. Burns pour la revue Foreign Affairs, le patron de la CIA évoque divers sujets considérés comme des priorités, principalement le Moyen-Orient, la Chine et la Russie, correspondants aux zones mondiales traversées par des crises dans lesquelles les États-Unis sont impliqués. La lutte contre la désinformation tient également une place importante.